

Bilan des réunions régionales organisées par les élu.e.s à la CAP N° 5

En réponse aux attaques lancées tous azimuts contre le Cadastre durant ces deux dernières années, la CGT FiP a décidé d'aller à la rencontre des cadastreux en organisant des réunions régionales d'Octobre 2017 à Octobre 2018.

Ainsi, 12 réunions auxquelles ont assisté plus de 450 collègues ont été tenues partout sur le territoire.

L'objectif premier de ces rencontres était de permettre à tous :

- ▶▶ d'échanger sans réserve,
- ▶▶ de rapporter les difficultés vécues au quotidien, les inquiétudes sur l'avenir qui se profile pour le Cadastre,
- ▶▶ de dresser un état des lieux département par département,
- ▶▶ de mesurer la distorsion des situations parfois au sein d'un même département,
- ▶▶ de réfléchir à des actions susceptibles d'organiser la défense des missions assurées par le service du Cadastre.

Oubliés par leurs directions parce qu'affectés dans un service délibérément négligé par elles, laissés souvent sans encadrement technique, certains collègues ont exprimé se sentir complètement isolés, perdus.

S'il n'y a rien de rassurant à entendre que d'autres agents subissent un semblable traitement ailleurs, ce sentiment anxiogène s'estompe néanmoins.

De l'état des lieux réalisés lors de chacune de ces réunions, il ressort les points suivants :

- ▶▶ une très grande disparité structurelle des situations évoquées (départements fusionnés totalement SIP-CDIF, partiellement, ou aucunement en SDIF, CDIF).
- ▶▶ un manque d'effectif récurrent tant au niveau de l'encadrement que des agents de secteur et de terrain.
- ▶▶ un pilotage de la mission sans réelle visibilité.

Le PACD était vivement attendu par tous pour lever certaines interrogations légitimes et éviter les dérives managériales vécues par endroit.

En outre, tous les sujets brûlants ont été abordés, à savoir :

- ▶▶ La réorientation de l'activité des géomètres vers des tâches fiscales.
- ▶▶ L'abandon de la mise à jour du plan cadastral.
- ▶▶ Quid de la Représentation Parcelle Unique ?
- ▶▶ L'externalisation organisée par la DGFIP de missions techniques vers des sociétés privées (Worldline).
- ▶▶ Traduction de CAP 2022 pour la DGFIP en général et le service du Cadastre en particulier.
- ▶▶ Rapport de la Cour des Comptes sur le bilan de la fusion DGI- DGCP, 10 ans après.
- ▶▶ Le rapport de la mission parlementaire confiée à Mme FAURE-MUNTIAN par le gouvernement.





Il ressort de ces échanges riches en réflexions et en propositions, une envie intacte de continuer le combat pour garantir la pérennité des missions assurées par le service du Cadastre.

Pour l'ensemble des participants, la mission cadastrale doit toujours et plus que jamais reposer sur les 3 piliers : foncier, fiscal et topographique.

Mettre en jachère la mission topographique équivaut à fragiliser à court terme l'ensemble de la structure Cadastre.

La maintenance du plan mis à jour et conservé par la DGFIP doit donc rester un préalable non négociable.

La RPCU est un outil novateur certes. Mais elle ne doit pas être réalisée en altérant la qualité du plan initial ni remettre en cause une mise à jour indispensable aux usagers.

Concernant la FDL, il est apparu à l'unanimité que les collègues ne veulent pas être la valeur d'ajustement afin de pallier et rattraper des années d'errements, de mauvaise gestion et de choix politiques discutables. Ils ne veulent pas servir d'alibi pour justifier des baisses de dotations aux collectivités locales, en laissant croire à ces dernières que l'on va parvenir à fiabiliser les bases et compenser les coups de rabot du gouvernement sans un recalibrage sérieux en emplois du service du Cadastre.

Ces réunions régionales ont été l'occasion de rappeler toutes les actions entreprises par la CGT FiP pour défendre la mission cadastrale.

Ainsi la CGT FiP s'est-elle invitée dans le débat nourri autour de la Mission Parlementaire confiée à Mme FAURE-MUNTIAN. Ce fut l'occasion de faire entendre sa voix et celles de tous les collègues de la sphère cadastrale.

Par l'envoi de courriels, la CGT FiP a alerté les élus de la République sur les risques qui pesaient sur le service du Cadastre, mais aussi sur le Service Public rendu aux collectivités.

Assemblée nationale et sénat ont également été saisis de questions écrites par des élus sur ce sujet.

Les élus CGT en CAPN ont systématiquement relayé tant les craintes soulevées par ce faisceau d'éléments concordant qui met en cause l'existence même du Cadastre que les revendications des agents auprès de l'administration centrale.

Au final, ces réunions régionales Cadastre initiées par la CGT ont permis de favoriser une réelle convergence de vues.

Il n'appartient pas aux seuls technocrates de Bercy de construire le Cadastre de demain.

Tous les collègues partagent le sentiment que les Géomètres du Cadastre en tant que membre d'un corps technique sont incontournables pour l'aboutissement des projets de l'administration.

Les agents du Cadastre ont pris conscience de leur force.

La CGT FiP les remercie vivement pour leur participation et leur a assuré de son total engagement pour faire entendre au plus haut niveau leurs revendications.



www.financespubliques.cgt.fr 